SOIRÉE DES DIRECTEURS

Les 100 patrons qui font tourner l'administration d'État

SOIRÉE DES THINK TANKS

12 clubs de réflexion présentent leurs propositions pour le renouveau du service public



CÉRÉMONIE DES VICTOIRES

Remise des prix à l'Assemblée nationale

acteurspublics



4 | 5 | 6 | JUILLET 2011

OUVERTURE

9h00-9h15

Amphithéâtre

La rédaction d'Acteurs publics vous invite à trois jours de débats et de rencontres entre acteurs des trois fonctions publiques. En formant le vœu que ministres, élus, hauts fonctionnaires, syndicalistes et experts unissent leurs expériences pour assurer le renouveau du service public.

> Pierre-Marie VIDAL, directeur de la rédaction d'Acteurs publics et de l'Observatoire des politiques publiques



Remerciements à:















DÉBAT

9h15-10h00 Amphithéâtre

Quel périmètre pour l'État en période de restrictions budgétaires?



Jean-Paul BETBÈZE, chef économiste et directeur des études économiques du Crédit agricole et auteur de Quelles réformes pour sauver l'État? (PUF)



Frédéric DABI, directeur général adjoint de l'Ifop



Alors que les contraintes budgétaires obligent à faire des choix, faut-il moins ou plus d'État? Sur quelles missions l'État doit-il se recentrer? L'État de demain sera-t-il encore stratège ou exclusivement gestionnaire? Ce débat essentiel pour l'avenir des administrations s'appuie sur les attentes des Français exprimées par un sondage exclusif réalisé par l'Ifop pour *Acteurs publics*.

Inscription gratuite sur rencontres.acteurspublics.com

CONFÉRENCES 4 JUILLET 2011



LE CONFÉRENCIER Jean-Baptiste de SACHY, responsable de l'offre financière pour le secteur public, Oracle

CONFÉRENCE 1

À l'heure du contrôle

Quand la Cour des comptes se penche sur vos finances, il est important de pouvoir produire des comptes fiables, conformes et certifiables. Vos systèmes d'information assurent-ils la traçabilité des opérations et garantissent-ils le chemin de révision ? Quels sont les processus clés à mettre en place pour rendre vos comptes auditables?





Luc d'ARCHIMBAUD, directeur des affaires administratives, financières et patrimoniales, Institut national de recherche en informatique et en automatique

Christian SERRADJI, agent comptable de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique



LE CONFÉRENCIER Philippe LEFEVRE, senior manager, Accenture

CONFÉRENCE 2

Maîtrise des risques

Dans un contexte réglementaire renforcé (Lolf, Cour des comptes, institutions communautaires, financeurs internationaux...), le passage progressif d'une logique de contrôle interne à une logique de maîtrise des risques intégrée au processus de décision est devenu nécessaire. Comment intégrer cette maîtrise dans une intention stratégique de long terme ?





Sylviane MIROUX, cheffe de la mission nationale "Maîtrise des risques", direction générale des finances publiques

Thierry LEMERLE, directeur général adjoint, Pôle emploi



LE CONFÉRENCIER Silvano SANSONI, directeur du secteur public, IBM

CONFÉRENCE 3

Innover pour progresser

En 6 propositions détaillées et chiffrées, les différentes pistes pour faire économiser 2 milliards par an à l'administration, tout en améliorant les services rendus et en construisant les bases de la croissance de l'économie. Découvrez comment accompagner la transformation de l'État grâce aux TIC.

Organisé en partenariat avec le World e.gov Forum





Amiral Christian PÉNILLARD, directeur général des systèmes d'information et de communication, ministère de la Défense et des Anciens Combattants

lérôme FILIPPINI. adjoint du secrétaire général du gouvernement, directeur interministériel des systèmes d'information et de communication, secrétariat

général du gouvernement



LE CONFÉRENCIER Gilles ESNAULT, associé secteur public, Logica Business Consulting

Rationalisation des fonctions support

Les centres de services partagés sont-ils une bonne réponse aux exigences de rationalisation des fonctions support? Comment les mettre en œuvre sans rupture de la continuité de service? Comment conduire le changement auprès des agents? Comment, en cas d'externalisation, garder la maîtrise des informations nécessaires à la réversibilité? Retours d'expérience sur ces différents modes d'organisation..



Éric LE CLERCQ de LANNOY, chef de service, adjoint au directeur des services administratifs et financiers, services du Premier ministre

Colonel Claude CUQ, directeur de la plate-forme des achats finances de Lyon, service du commissariat des armées



LE CONFÉRENCIER Patrick GAGNAIRE, directeur du secteur État, Algoé

CONFÉRENCE 5

Manager le changement par le sens

Qui dit "changement" dit "interrogations". Chacun a effectivement besoin d'interpréter la signification du changement pour en devenir acteur. C'est à l'épreuve de l'action que le changement va prendre corps. C'est donc au management de lui donner localement du sens pour faire progresser la performance globale de l'organisation.





Marc BRZEGOWY, directeur interrégional, direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse du Centre

Thierry DELANOË, chargé de mission, responsable de l'École de la GRH, direction générale de l'administration et de la fonction publique

acteurs**publics**

[aktoer pyblik] n. m. Newsletter qui décrypte, commente et analyse chaque jour les politiques publiques.



www.acteurspublics.com



DÉBAT

11h15-12h00 Amphithéâtre

Après l'État, faut-il réformer la gouvernance publique et comment?

Guillaume BOUDY, secrétaire général du ministère de la Culture et de la Communication



Jean-Louis BIANCO, président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence et député PS

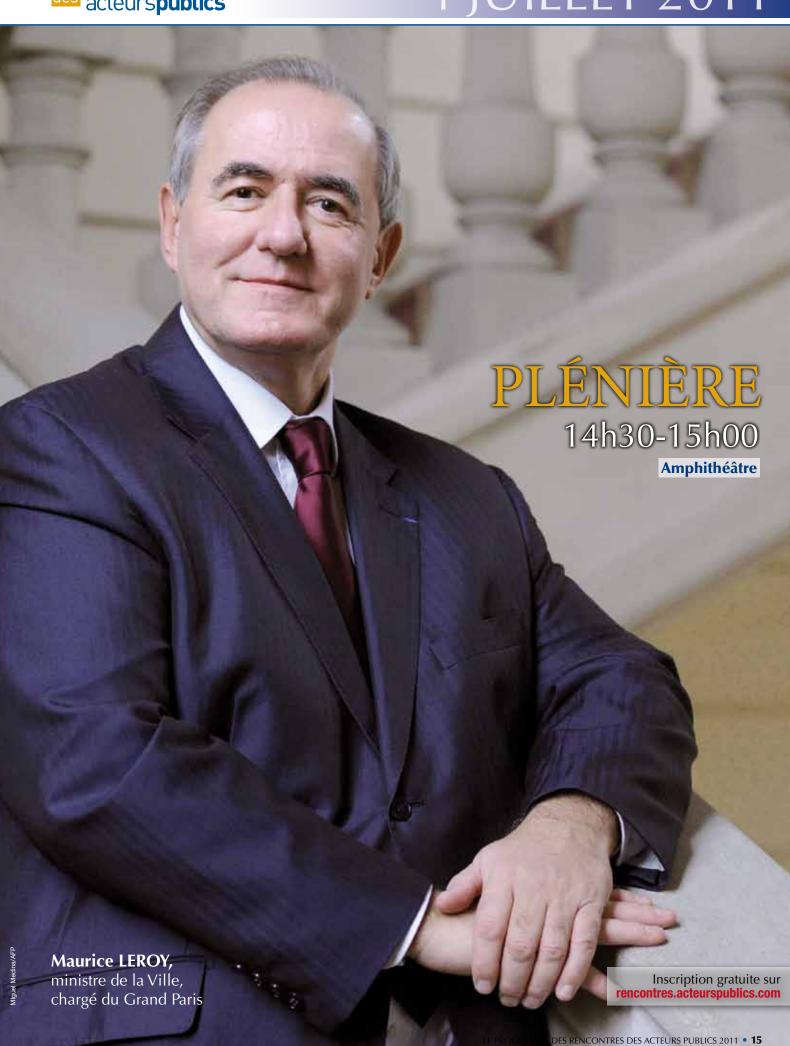




Mille-feuille territorial, cabinets ministériels, administration centrale, services déconcentrés, opérateurs, autorités indépendantes: comment réformer la gouvernance publique et la prise de décision? Assiste-t-on à un affaiblissement du pouvoir décisionnaire de l'État et à l'émergence de contre-pouvoirs sans légitimité démocratique?

Inscription gratuite sur rencontres.acteurspublics.com









CONFÉRENCES 4 JUILLET 2011



LE CONFÉRENCIER Stéphane BATIOT, associé secteur public, Logica Business Consulting

CONFÉRENCE 1

Ouvrir les données publiques

Quelles données publiques? Comment les rendre accessibles? Quelles sont celles apporteuses de valeur dans la mise en place de nouveaux services? Comment les premières expériences menées à l'étranger peuvent-elles nous éclairer sur les usages?



Daniel KAPLAN, délégué général, Fondation Internet nouvelle génération

Séverin NAUDET,

directeur d'Etalab, data.gouv.fr, secrétariat général du gouvernement



LE CONFÉRENCIER Nicola VILLA, senior director, Urban Innovation IBSG, Smart & Connected Communities, Cisco

CONFÉRENCE 2

Villes connectées, villes attractives

Comment améliorer l'attractivité d'un territoire? Comment, grâce aux réseaux, des villes encouragent l'innovation et l'emploi, réduisent la fracture sociale, mettent en valeur leur patrimoine, et maîtrisent leur empreinte sur l'environnement dans un projet de développement économique, social et durable?

Organisé en partenariat avec le World e.gov Forum



Joan BATTLE, directeur de l'innovation et de la coopération internationale, ville de Barcelone

Raouti CHEHIH, directeur d'Euratechnologies



LE CONFÉRENCIER Christian RASOAMANANA, directeur secteur public, responsable des activités de partenariat public-privé, PwC

CONFÉRENCE 3

PPP: retour d'expérience

Quelle est la réalité du respect des délais, du coût d'investissement, de la qualité de l'ouvrage et de la performance ? À partir des résultats de 80 cas décrits dans l'étude PwC sur la performance des projets réalisés en partenariat public-privé (PPP) depuis 2002, une conférence sur les vertus prêtées aux PPP. Retour d'expérience...





Agnès ANKRI, cheffe de projet, reconfiguration du Stade Vélodrome, direction générale de l'urbanisme et de l'habitat de la ville de Marseille

Michel GRALL, député UMP du Morbihan, président du groupe d'études sur les partenariats public-privé



LE CONFÉRENCIER Bernard OURGHANLIAN, directeur technique et sécurité, Microsoft

Sécurité des systèmes d'information

Les récentes attaques au cœur des SI de l'État ont suscité bien des questions. Quels sont les risques dans un monde de plus en plus connecté? Comment les anticiper? Comment protéger vos données métiers? Panorama des pratiques en matière de sécurité des systèmes d'information.

Organisé en partenariat avec le World e.gov Forum





Patrick LANGRAND, directeur département "Risques, contrôles et sécurité des SI groupe", groupe La Poste Éric FILIOL, directeur du laboratoire de virologie et de cryptologie opérationnelles de l'ESIEA Ouest, ancien lieutenant colonel de l'armée de terre avant travaillé sur les thématiques de cyberguerre



LE CONFÉRENCIER Didier GUIDONI, associé secteur public, segment santé et protection sociale, Kurt Salmon

CONFÉRENCE 5

Stratégie de santé

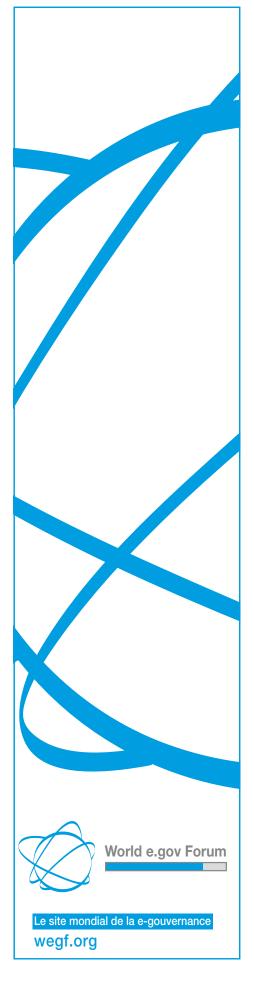
Les organisations publiques doivent aussi conquérir et fidéliser. Comment les hôpitaux ou l'assurance maladie personnalisent-ils leur relation pour devenir de véritables "offreurs de services" à destination des médecins de ville ou des assurés ? Une stratégie essentielle pour peser sur les comportements en matière de santé.





Jean-Paul PRIEUR, directeur du programme Sophia, **CNAMTS**

Thierry LEFEBVRE, directeur général adjoint, CHU de Poitiers





DÉBAT

17h15-18h15 Amphithéâtre

Réenchanter les usagers

Élvane ZARINE,



Xavier QUÉRAT-HÉMENT, directeur de la qualité, groupe La Poste

présidente de l'association OR.GE.CO



Philippe EL SAÏR, directeur du centre hospitalier de Villefranchesur-Saône

Quels sont les leviers qui permettent de réinventer le service public avec l'ambition de réenchanter ses usagers? Retour d'expérience à partir des résultats du projet "Contre toute attente", qui a transformé la relation client en bureau de poste, et de la démarche de service engagée par le groupe La Poste.

Inscription gratuite sur rencontres.acteurspublics.com



LE CONFÉRENCIER Lucas HEYMANS, directeur "Stratégie produits éducation et recherche", Oracle

Mutualisation et indépendance

Rendre le meilleur service et maîtriser les coûts oblige à mutualiser. Comment, pour autant, garantir l'indépendance des services? En matière de moyens, de recherche et de partenariats, les solutions informatiques peuvent-elles fournir les infrastructures de ces transformations? Un débat illustré par les exemples de l'université et de la recherche.





Claude RONCERAY, directeur général de l'Agence de mutualisation des universités et établissements

Michel EDDI, directeur de l'Institut national de la recherche agronomique



LA CONFÉRENCIÈRE Corinne GRAPTON, directrice des relations stratégiques, Ricoh

CONFÉRENCE 2

Infogérance de la gestion documentaire

Comment rationaliser ses outils d'impression à travers une démarche qualitative de réduction de son empreinte écologique ? Au-delà de la maîtrise des coûts et de l'optimisation de la gestion des flux de documents, l'infogérence est un projet managérial qui doit recueillir l'adhésion de la chaîne DGS, DSI, achats et de tous les collaborateurs dans une démarche "Green-IT".





Xavier GAMBILLON, responsable de la cellule projet DSI, conseil général de la Manche Jean-Charles MANRIQUE,

directeur général des services, communauté d'agglomération dracénoise

DES POUVOIRS

30 pages consacrées aux biographies des

personnalités les plus influentes

de l'administration française



Renseignements et abonnements tél. 01 46 29 29 19 abonnement@acteurspublics.com

CONFÉRENCES 4 JUILLET 2011



LE CONFÉRENCIER Fabien CAUCHI, directeur collectivités locales, Logica

CONFÉRENCE 3

Territoires du futur

Solutions de mobilité, environnements numériques de travail, e-services aux citoyens, e-démocratie, paiements sans contact, compteurs intelligents ou véhicules électriques... Face à ce foisonnement d'innovations, comment choisir celles qui apporteront le meilleur service aux citoyens ainsi qu'une plus grande attractivité territoriale?





Jean-Louis MISSIKA, conseiller de Paris, adjoint au maire de Paris chargé de l'innovation, de la recherche et des universités

Xavier CROUAN,

directeur de la communication du conseil régional d'Île-de-France



LE CONFÉRENCIER Marc SCHWARTZ, associé consulting, responsable du pôle "Secteur public, banque et services", Mazars

CONFÉRENCE 4

Université: les leviers de l'excellence

Le passage à l'autonomie des universités s'inscrit dans une série de réformes structurant le paysage français de l'enseignement supérieur et de la recherche pour aboutir à la composition de pôles d'excellence internationale. Quels sont les enjeux de ces transformations toujours en cours et de quels leviers disposent les établissements pour les réussir?





Patrick HETZEL, directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle

Laurent BATSCH. président de l'université Paris-Dauphine

acteurs**publics**

[aktoer pyblik] n. m. Le magazine qui décrypte, commente et analyse chaque jour les politiques publiques.



www.acteurspublics.com

DES RENCONTRES DES ACTEURS PUBLICS 2011 • **29**





SOIRÉE DES

Les 100 patrons

Fusions, rapprochements, suppressions de services... La Révision générale des politiques publiques (RGPP) a bouleversé la vie des ministères et réduit le nombre de leurs directeurs centraux. Moins nombreux, ceux-ci sont aussi plus puissants, à la tête d'organisations aux moyens et missions plus vastes. Partant de ce constat, Acteurs publics distingue les 100 hauts fonctionnaires de l'État en première ligne pour faire tourner au jour





DIRECTEURS

de l'administration

le jour la machine administrative. Dans cette liste qui se cantonne aux administrations centrales, on trouve des directeurs généraux de grosses structures commandant des bataillons entiers d'agents publics. Il y a aussi des responsables de services beaucoup plus modestes, mais non moins stratégiques. Une soirée donnée en l'honneur de ces 100 grands serviteurs de l'État.

Les 100 : Jean-Benoît Albertini (1), directeur de la modernisation et de l'action territoriale, secrétaire général adjoint du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration • Éric Allain (2), directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire • Luc Allaire (3), directeur de l'administration générale et de la modernisation des services au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé • Jacques Audibert (4), directeur général des affaires politiques et de sécurité au ministère des Affaires étrangères et européennes • Jean-Marie Aurand (5), secrétaire général du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire • Michel Bart (6), secrétaire général du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration • Jean Bassères (7), chef du service de l'inspection générale des Finances aux ministères de l'Économie et du Budget • Philippe Bélaval (8), directeur général des patrimoines au ministère de la Culture et de la Communication • Bernard Benhamou (9), délégué général aux usages de l'Internet au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche • Catherine Bergeal (10), directrice des affaires juridiques des ministères de l'Économie et du Budget • Emmanuel Berthier (11), délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale • Hugues Bied-Charreton (12), directeur des affaires financières du ministère de la Défense • Jean-Michel Blanquer (13), directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale • Pierre Boissier (14), chef de l'inspection générale des Affaires sociales • Guillaume Boudy (15), secrétaire général du ministère de la Culture et de la Communication • Vincent Bouvier (16), directeur délégué général à l'outre-mer au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration • Régine Bréhier (17), directrice de la recherche et de l'innovation au Commissariat général au développement durable au ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • Pascale Briand (18), directrice générale de l'alimentation au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire • Daniel Bursaux (19), directeur général des infrastructures, des transports et de la mer au ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • Maryvonne Caillibotte (20), directrice des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice et des Libertés • François Carayon (21), directeur des affaires financières, juridiques et des services des ministères du Travail, de la Santé, de la Jeunesse et des Sports • Jean-Michel Casa (22), directeur de l'Union européenne au ministère des Affaires étrangères et européennes • Pierre-Franck Chevet (23), directeur général de l'énergie et du climat au ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • Vincent Chriqui (24), directeur général du Centre d'analyse stratégique • Laurent Collet-Billon (25), délégué général pour l'armement à la direction générale de l'armement du ministère de la Défense • Jean-Denis Combrexelle (26), directeur général du travail au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé • Dominique Conort (27), chef du contrôle général des armées au ministère de la Défense • Erard Corbin de Mangoux (28), directeur général de la sécurité extérieure au ministère de la Défense • Jean-Philippe Cotis (29), directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques • Jean-Louis Daumas (30), directeur de la protection judiciaire de la jeunesse au ministère de la Justice et des Libertés • Joël Delpont (31), directeur des personnels militaires à la direction générale de la gendarmerie nationale, au ministère de l'Intérieur • Dominique Dron (32), déléguée interministérielle au développement durable, commissaire générale au développement durable au ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • Julien Dubertret (33), directeur du budget au ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État • Hélène Eyssartier (34), directrice des ressources humaines du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • Michèle Féjoz (35), directrice des ressources humaines des ministères de l'Économie et du Budget • Ramon Fernandez (36), directeur général du Trésor au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie • Pierre-François Forissier (37), chef d'état-major de la Marine • Sabine Fourcade (38), directrice générale de la cohésion sociale au ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale • Jérôme Fournel (39), directeur général des douanes et des droits indirects au ministère du Budget, des Comptes publics,



SOIRÉE DES

de la Fonction publique et de la Réforme de l'État • Laurence Franceschini (40), directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la Culture et de la Communication • Stéphane Fratacci (41), secrétaire général à l'immigration et à l'intégration • David Galtier (42), directeur des opérations et de l'emploi de la direction générale de la gendarmerie nationale au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration • Patrick Gandil (43), directeur général de l'aviation civile au ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • Jean-Yves Grall (44), directeur général de la santé au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé • Édouard Guillaud (45), chef d'état-major des armées • Frédéric Guin (46), directeur des affaires financières du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche • Patrick Hetzel (47), directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche • Georges-François Hirsch (48), directeur général de la création artistique au ministère de la Culture et de la Communication • Elrick Irastorza (49), chef d'état-major de l'armée de terre • Éric Jalon (50), directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration • Bertrand Jarrige (51), directeur des Sports au ministère des Sports • Jean-Paul Kihl (52), directeur de la sécurité civile au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration • Michèle Kirry (53), directrice des ressources humaines des ministères du Travail, de la Santé, de la Jeunesse et des Sports • Marie-Christine Labourdette (54), directrice adjointe, chargée des musées à la direction générale des patrimoines du ministère de la Culture et de la Communication • Dominique Lamiot (55), secrétaire général des ministères de l'Économie et du Budget • Serge Lasvignes (56), secrétaire général du gouvernement • Marie-Christine Lepetit (57), directrice de la législation fiscale à la direction générale des finances publiques, au ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État • Christian Leyrit (58), vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable Dominique Libault (59), directeur de la Sécurité sociale aux ministères du Travail, du Budget et de la Cohésion sociale • Christian Lothion (60), directeur central de la police judiciaire • François Lucas (61), directeur de l'immigration au ministère de l'Intérieur, de l'Outremer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration • Antoine Magnier (62), directeur de l'animation de la recherche des études et des statistiques (Dares) au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé • Véronique Malbec (63), directrice des services judiciaires au ministère de la Justice et des Libertés • Jean Marimbert (64), secrétaire général des ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche • Bertrand Martinot (65), délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle • Henri Masse (66), directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice et des Libertés • Christian Masset (67), directeur général de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des Affaires étrangères et européennes • Véronique Mély (68), directrice du service d'information du gouvernement (SIG) • Jean-Marc Michel (69), directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature au ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • Laurent Michel (70), directeur général de la prévention des risques au ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • François-Daniel Migeon (71), directeur général de la modernisation de l'État au ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État • Jacques Mignaux (72), directeur général de la gendarmerie nationale • Michel Miraillet (73), directeur chargé des affaires stratégiques à la délégation aux affaires stratégiques au ministère de la Défense • Jean-François Monteils (74), secrétaire général du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement • Jean-Paul Palomeros (75), chef d'état-major de l'armée de l'air • Philippe Parini (76), directeur général des finances publiques au ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État • Xavier Patier (77), directeur de l'information légale et administrative (Dila) • Frédéric Péchenard (78), directeur général de la police nationale • Christian Pénillard (79), directeur général des systèmes d'information et de communication du ministère de la Défense • Christian Piotre (80), secrétaire général pour l'administration du ministère de la Défense • Annie Podeur (81), directrice générale de l'offre de soins au ministère de la Santé • Emmanuel Rebeillé-Borgella (82), secrétaire général du ministère de la Justice et des Libertés • André Ride (83), inspecteur général des services judiciaires au ministère de la Justice et des Libertés • Stéphane Romatet (84), directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des Affaires étrangères et européennes • Fabienne Rosenwald (85), cheffe du service de la statistique et de la prospective au secrétariat général du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire • Philippe Rouault (86), délégué interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie • Jacques Roudière (87), directeur des ressources humaines du ministère de la Défense • Luc Rousseau (88), directeur général de la compétitivité, de l'industrie et des services au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie • François Saint-Paul (89), directeur des Français à l'étranger et de l'administration consulaire au ministère des Affaires étrangères et européennes • Michel Sappin (90), chef du service de l'inspection générale de l'Administration au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales • Pierre Sellal (91), secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et européennes • Bernard Squarcini (92), directeur central du renseignement intérieur • Laurent Teisseire (93), directeur de la délégation à l'information et à la communication du ministère de la Défense, porte-parole du ministère • Josette Théophile (94), directrice générale des ressources humaines, secrétaire générale adjointe du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche • Sophie Thibault (95), directrice de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières au secrétariat général du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration • Laurent Vallée (96), directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la Justice et des Libertés • Jean-François Verdier (97), directeur général de l'administration et de la fonction publique au ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État • Gérard Vitry (98), directeur central du service d'infrastructure de la défense au ministère de la Défense • Emmanuelle Wargon (99), secrétaire générale du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé • Marion Zalay (100), directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire.



DIRECTEURS





Avec l'aimable participation de la Musique des gardiens de la paix de la préfecture de police de Paris

PETIT DÉJEUNER

Aux côtés des acteurs publics

Quatre ans après le lancement de la RGPP, les cadres de l'État assurent jour après jour la mise en œuvre de réorganisations décidées par le Conseil de modernisation des politiques publiques. À leur côté, François-Daniel Migeon et les équipes

gnent pour mettre en place un service public plus simple, plus efficace, plus responsable, en un mot, "durable". Comment? Pour quels résultats?

de la DGME les accompa-

8h00-8h45

Sur le Forum des Acteurs publics

Exclusivement sur invitation

Organisé par:



François-Daniel MIGEON, directeur général de la modernisation de l'État





LE CONFÉRENCIER Guillaume PONTNAU, directeur commercial France, Monster

Les nouvelles technologies pour recruter différemment

Les outils d'e-recrutement "nouvelle génération 3.0" reposent sur une technologie de recherche intelligente qui permet aux recruteurs de cibler avec précision et rapidité les candidats qui correspondent le mieux à leurs besoins. Découvrez l'usage d'une technologie qui offre à la fois gain de temps et optimisation des coûts.



LA CONFÉRENCIÈRE Nicole PRUD'HOMME, directrice Talent Management, Hudson

CONFÉRENCE 2

Motivations et leadership des managers du secteur public

Le leadership des dirigeants du secteur public répond-il à des motivations spécifiques et comment s'incarnent-elles au quotidien? Comment mettre en place des pratiques managériales favorisant l'implication de tous? Une conférence pour débattre des ressorts d'action spécifiques des cadres et dirigeants du secteur public.



LE CONFÉRENCIER Alexandre ZAPOLSKY, cofondateur et président-directeur général de Linagora

CONFÉRENCE 3

Les nouvelles voies des systèmes d'information publics

Comment mutualiser, réduire les coûts de l'informatique publique et constuire les nouveaux services de la e-administration? Le cloud gouvernemental, l'open source, le store des applications de l'État ou les formats de données ouverts sont de puissants leviers de modernisation des SI de l'État. Une conférence pour comprendre les nouveaux enjeux de la transformation des systèmes d'information publics.



Véronique BIED-CHARRETON, cheffe du service des systèmes d'information, direction générale des finances publiques

Général Bernard PAPPALARDO, chef du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure à la direction générale de la gendarmerie nationale



Jocelyne RANDÉ, directrice de la communication, direction de l'administration pénitentiaire



MARTIN, chargé de mission, secrétariat général du gouvernement



LA CONFÉRENCIÈRE
Nadia FRONTIGNY,
directrice du marketing
et du développement produit,
Orange Santé

TIC et maintien à domicile

La problématique du vieillissement dans notre société comme l'avenir de la prise en charge des personnes âgées peuvent trouver une partie de leur solution dans le développement de services innovants qui favorisent le maintien à domicile. Des solutions simples et automatisées de services aux aidants peuvent permettre de relever le défi de la gestion de la dépendance.





Bérengère POLETTI, députée UMP des Ardennes, présidente du groupe d'études sur la dépendance des personnes âgées

Olivier PERALDI, directeur de la stratégie de la Fédération du service aux particuliers



LE CONFÉRENCIER Gilles POLIN,directeur secteur public EMEA,
Adobe

CONFÉRENCE 5

Le mille-feuille informatique

Avec le temps, de réformes en réformes, un nombre impressionnant de nouvelles applications informatiques ont été mises en service, multipliant pour les utilisateurs le nombre d'opérations. Il en va de même pour les sites Web publics. Comment repenser cet environnement pour faciliter la vie des agents et simplifier l'accès à l'information pour les usagers?





Patrick RUESTCHMANN, assistant maîtrise d'ouvrage PPP, GIP e-Bourgogne

Stéphane HIRT,

responsable du pôle "Outil métier" de la délégation développement de GRDF

acteurs**publics**

[aktoer pyblik] n. m.
Le magazine
qui décrypte,
commente
et analyse
chaque jour
les politiques
publiques.



www.acteurspublics.com





DÉBAT

11h00-11h45 Amphithéâtre

RH: quels fonctionnaires dans vingt ans?

Michel SAPIN, député PS de l'Indre, maire d'Argenton-sur-Creuse





Emmanuel RÉBEILLÉ-BORGELLA, secrétaire général du ministère de la Justice et des Libertés

Josette THÉOPHILE, directrice générale des ressources humaines du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Le statut de la fonction publique est-il une barrière à l'efficacité ou bien offre-t-il les garanties d'un service public de qualité? Le fonctionnaire doit-il continuer à être un travailleur "à part" ou bien est-il en adéquation avec les services qu'il rend, hors de la concurrence et du système marchand? Faut-il restreindre le champ des emplois des fonctionnaires?

Inscription gratuite sur rencontres.acteurspublics.com









LE CONFÉRENCIER Yazid CHIR, président de Néoclès, **Orange Business Services**

Poste de travail et mobilité

Outils de collaboration et de communication, les nouveaux terminaux mobiles deviennent incontournables et participent activement à la modernisation de l'État. Ouels bénéfices en tirer ? Comment concilier contrainte budgétaire, virtualisation, gestion dynamique des profils utilisateurs... et sécurité ?

Organisé en partenariat avec le World e.gov Forum



LE CONFÉRENCIER Fabrice JACQUINET, responsable de l'offre relation citoyen, Oracle

CONFÉRENCE 2

Le Web "service plus"

Comment créer des contacts à valeur ajoutée grâce aux technologies Internet? Comment remplir une nouvelle mission? Comment simplifier l'accès aux démarches pour les usagers tout en respectant les contraintes budgétaires ? Découvrez toutes les richesses du canal Web au service de la simplification et de la réduction des coûts.



LE CONFÉRENCIER Denis HERRIAU, directeur commercial de la division Service assurance, CA Technologies

CONFÉRENCE 3

Améliorer la performance informatique

La performance des services en ligne impacte autant les citoyens que les agents. Comment anticiper sa dégradation avant qu'elle n'affecte la productivité des uns ou la satisfaction des autres? Comment mesurer la perception de cette performance par l'utilisateur et l'améliorer en réduisant les coûts induits par ces dégradations?



Julien PAYNOT, responsable du label Handeo Christophe BACOUP, responsable systèmes, réseaux et sécurité, Office national des forêts





Hélène de BAUDREUIL, conseillère marketing qualité au sein du pôle Territoire, CCI Touraine

Reynald CHAPUIS, directeur multicanal, Pôle emploi





Jean DIONIS du SÉJOUR, député NC du Lot-et-Garonne Gilles MIRIEU de LABARRE, directeur adjoint de la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'État



LE CONFÉRENCIER Général Jean-Paul MARTIAL, directeur de l'agence Défense

Mobilité, ministère de la Défense et des Anciens Combattants

CONFÉRENCE 4

Transition professionnelle

La défense forme des hommes et des femmes à 400 métiers différents. Défense Mobilité identifie, révèle et fait fructifier le projet professionnel, les compétences, le savoir-faire et le savoir-être de chacun et offre aux recruteurs du secteur public un vivier de collaborateurs aux qualités multiples.





Sabine VANSAINGELE,

chargée de la création d'un service d'accompagnement en développement de parcours professionnels pour la police nationale, ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration

Christian SONJON,

chef du bureau des personnels d'exploitation et des transports terrestres, ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement



LA CONFÉRENCIÈRE Élisabeth HACHMANIAN, associée consulting secteur public, **PwC**

CONFÉRENCE 5

E-santé et prise en charge

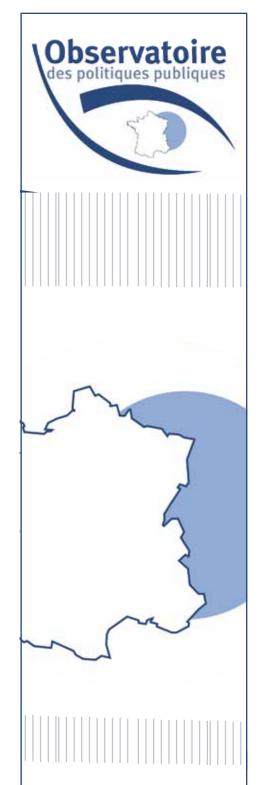
Comment l'e-santé peut-elle constituer une réponse possible à une prise en charge organisée du patient dans un territoire de santé et contribuer au décloisonnement des différents acteurs? La refondation des modèles traditionnels d'accès et de délivrance des soins nécessite une réflexion stratégique avancée sur les usages et les innovations technologiques.





Béatrice FALISE-MIRAT, directrice adjointe de l'Agence nationale de l'appui à la performance des établissements sanitaires et médico-sociaux

Gilles CHAMBERLAND, chargé de mission SI/Télémédecine, ARS de Basse-Normandie



Au cœur des politiques publiques, le décryptage de l'opinion et des attentes des acteurs publics.

opp@acteurspublics.com



LA CONFÉRENCIÈRE
Lysiane SOUBEYRAND,
directrice de la communication
de Pôle emploi

Gérer la com' interne d'une fusion

Comment expliquer, rassurer et mobiliser l'ensemble des collaborateurs autour d'un projet de fusion ou de rapprochement ? De l'écoute des collaborateurs aux outils, puis au rôle des managers, comment créer une identité et une culture communes pour favoriser un partage des valeurs du projet ?



CONFÉRENCE 2

Les vrais leviers de la simplification

Une conférence pour présenter les conditions d'une réelle simplification des démarches sociales des entreprises. Les actions menées à ce jour ont permis la croissance de la dématérialisation mais la complexité demeure. Pour la résoudre, il faut d'autres conditions : installation d'un véritable dictionnaire commun et d'un référentiel unique des procédures de déclaration. Une expérience très transposable.



LE CONFÉRENCIER

Jean-François PICQ,
directeur du pôle public, Randstad

CONFÉRENCE 3

Insertion des handicapés

Le handicap constitue encore un puissant facteur d'exclusion du marché du travail. Cette situation n'est pas irrémédiable car il existe des dispositifs qui peuvent susciter une prise de conscience générale. La fonction publique, en s'appuyant sur de bonnes pratiques existant en son sein, peut devenir le lieu privilégié de leur insertion professionnelle.





Denise BINTZ, cheffe du département "communication", direction générale des finances publiques

Robert ZARADER, économiste, président d'Equancy & Co





Véronique BROUSSE, directrice de la maîtrise d'ouvrage de la Caisse nationale d'assurance vieillesse

François HIÉBEL, directeur de la maîtrise d'ouvrage à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale





Fabienne JEGU, responsable "santé et handicap" à la direction juridique, Défenseur des droits

Didier FONTANA, président du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique



LE CONFÉRENCIER **Bruno JANET,** directeur des relations avec les collectivités locales, France Télécom - Orange

Les enjeux du très haut débit

Accélération du très haut débit fixe et mobile, explosion de nouveaux usages, expression de nouvelles attentes... Le numérique joue un rôle moteur dans l'attractivité de nos territoires. Après le succès du déploiement du haut débit, notre pays s'engage dans le déploiement du très haut débit. Tour d'horizon des perspectives de ce chantier colossal.





Laure de LA RAUDIÈRE, députée de l'Eure, secrétaire nationale de l'UMP en charge du numérique

François LAMBERT,

vice-président chargé de la culture et des technologies de l'information et de la communication de la communauté d'agglomération du Plateau de Saclay



LE CONFÉRENCIER François BODIN, directeur secteur public, SAP

CONFÉRENCE 5

Piloter la performance

La maîtrise des coûts est devenue la règle d'or et renforce par voie de conséquence les fonctions de contrôle de gestion. Comment, dans une perspective de pilotage de la performance, les organismes du secteur public peuvent-ils s'engager dans une démarche de refonte de leurs modes de gestion, d'analyse et d'optimisation de leurs coûts ?

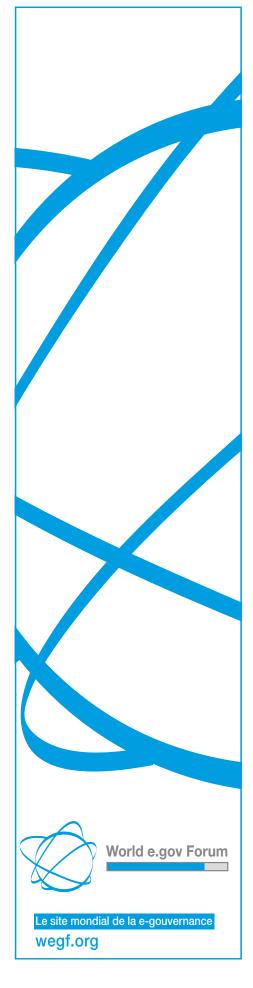




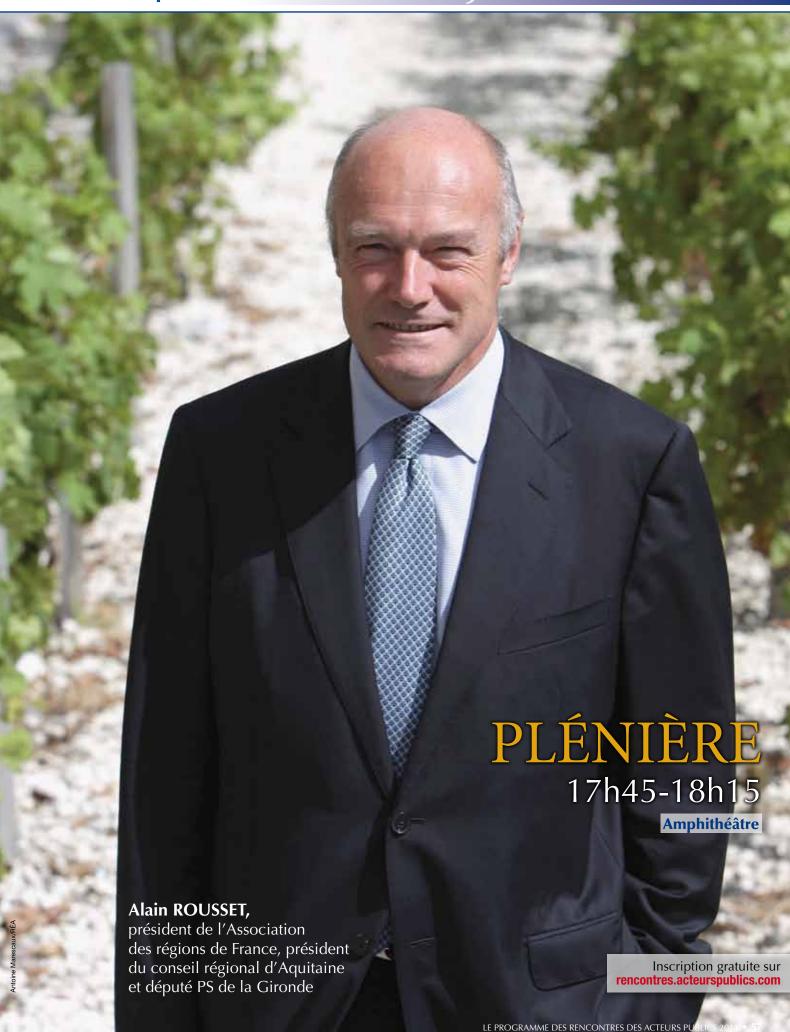
Anne BOSCHE-LENOIR, directrice générale adjointe chargée de l'unité finances, conseil régional d'Île-de-France

François GOBILLARD, directeur de projets, service "conseil" de la direction générale

de la modernisation de l'État









LE PROGRAMME DES RENCONTRES DES ACTEURS PUBLICS 2011 • 59



rencontres THINK TANKS 18h30-21h00 5 JUILLET 2011





Frédéric BEDIN, président de Croissance Plus

Premier réseau français des entrepreneurs de croissance, Croissance Plus réunit une nouvelle génération de chefs d'entreprises innovants. L'objectif de ce think tank est de "participer aux réformes économiques, sociales, juridiques et fiscales pour favoriser la création d'entreprises et d'emplois en France".

croissanceplus.com





Gérard DUSSILLOL, expert associé, Institut Thomas-More

Fondé en 2004, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant. La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa charte: liberté et responsabilité, dignité de la personne, subsidiarité, économie de marché, ainsi que les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

institut-thomas-more.org

fondapol FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Dominique REYNIÉ, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique et chercheur associé au Centre d'études de la vie politique française (Cevipof)

Créée en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Elle s'attache à décrire et à comprendre la société à la lumière de quatre enjeux: la croissance économique, l'écologie, les valeurs et le numérique. fondapol.org

INSTITUT MONTAIGNE





Jean-Paul TRAN THIET. membre du comité directeur de

l'Institut Montaigne et président du groupe "Questions européennes"

L'Institut Montaigne est un laboratoire d'idées indépendant et non partisan créé en 2000. Il élabore des propositions concrètes autour de trois axes: cohésion sociale, modernisation de l'action publique et stratégies économique et européenne. Adressés aux pouvoirs publics, ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique.

institutmontaigne.org





Michel ROUSSEAU,

président de la Fondation Concorde et contrôleur général économique et financier au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Créée en 1999, la Fondation Concorde a pour objectifs de moderniser la gouvernance, de préserver la cohésion nationale, de renforcer l'efficacité économique, de réduire la dépense publique, de réformer l'État et d'introduire dans le débat national l'innovation et les comparaisons internationales. fondationconcorde.com

think-tank du bien-être citoyen LA FABRIQUE SPINOZA



Alexandre JOST, fondateur de la Fabrique Spinoza

La Fabrique Spinoza est un think tank politique dont le but est d'organiser et de promouvoir une recherche et une réflexion démocratique sur le bien-être citoyen, puis de formuler des propositions politiques ou citoyennes favorisant celui-ci. fabriquespinoza.org





Michel MASO, directeur de la Fondation Gabriel-Péri

La Fondation Gabriel-Péri a été créée à l'initiative du Parti communiste français. Aujourd'hui présidée par Robert Hue, elle a été construite autour de deux idées fortes : être une structure capable de comprendre l'Histoire récente mais aussi mettre en place un espace de rencontre, de confrontation pour favoriser l'émergence de réflexions. gabrielperi.fr





Jean-Hervé LORENZI, président du Cercle des économistes

Créé en 1992, le Cercle des économistes réunit 30 universitaires assurant ou ayant assuré des fonctions publiques ou privées. S'appuyant sur la diversité de leurs opinions, le Cercle des économistes s'est donné pour mission d'"animer le débat économique avec une conviction commune : l'importance d'un débat ouvert".

lecercledeseconomistes.asso.fr





Françoise CASTEX,

députée européenne socialiste, présidente de l'intergroupe . "Services publics" au Parlement européen

Lieu de débat entre des personnalités d'horizons divers, la Fondation Jean-Jaurès anime un réseau international de plus de cent partenaires. Bien qu'indépendante statutairement et financièrement, sa proximité avec le Parti socialiste garantit à ses travaux une traduction politique. jean-jaures.org





Patrick QUINQUETON,

administrateur de la Fondation Res Publica et délégué général de la section sociale au Conseil d'État

La fondation Res Publica, présidée par l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, place ses travaux dans le cadre général d'une réflexion libre sur les thèmes "République, mondialisation, dialogue des civilisations et des nations". fondation-res-publica.org





Agnès VERDIER-MOLINIÉ, directrice de la Fondation **iFRAP**

En 1985, Bernard Zimmern crée le think tank iFRAP (Institut français pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) afin de "lutter contre la bureaucratie et développer les créations d'entreprises et l'emploi". En novembre 2009, l'iFRAP change de nom et devient la Fondation iFRAP.

ifrap.org





Jean-Philippe THIELLAY,

directeur du cabinet des experts de la fondation Terra Nova et commissaire du gouvernement auprès de la section du contentieux au Conseil d'État

Créé en 2008, Terra Nova se fixe trois objectifs prioritaires: "contribuer à la rénovation intellectuelle et à la modernisation des idées progressistes, produire de l'expertise sur les politiques publiques, et contribuer à l'animation du débat démocratique, à la vie des idées, à la recherche et à l'amélioration des politiques publiques".

tnova.fr



PETIT DÉJEUNER

Le super-DRH des fonctionnaires

Mobilité, carrières, rémunérations... Pas facile d'harmoniser les règles pour plus de 2,4 millions de fonctionnaires de l'État et d'assurer les passerelles vers les fonctions publiques hopitalière et territoriale qui regroupent ensemble encore 2,9 millions d'agents. Telle est la mission du directeur général de l'administration et de la fonction publique, Jean-



8h00-8h45

Sur le Forum des Acteurs publics

Exclusivement sur invitation

Organisé par:



Jean-François VERDIER,

directeur général de l'administration et de la fonction publique





CONFÉRENCES 6 JUILLET 2011



LE CONFÉRENCIER Dominique BERNARD, associé secteur public, PwC

CONFÉRENCE 1

Les collectivités face au défi du numérique

Ce grand défi s'incarne dans la promesse digitale que le monde public peut aujourd'hui faire à ses usagers et qui déterminera demain l'attractivité de certains territoires. Sans négliger le partage des savoirs, la réduction de la fracture numérique, la solidarité intergénérationnelle, la technologie doit être mise au service d'un développement durable ouvert à la démocratie participative.



Pascale AVARGUES, directrice des systèmes d'information, ville de Bordeaux

Nicolas CONSO, chef du service innovation, direction générale de la modernisation de l'État



LE CONFÉRENCIER Loïc JOUENNE, associé secteur public, Deloitte

CONFÉRENCE 2

Valoriser son patrimoine

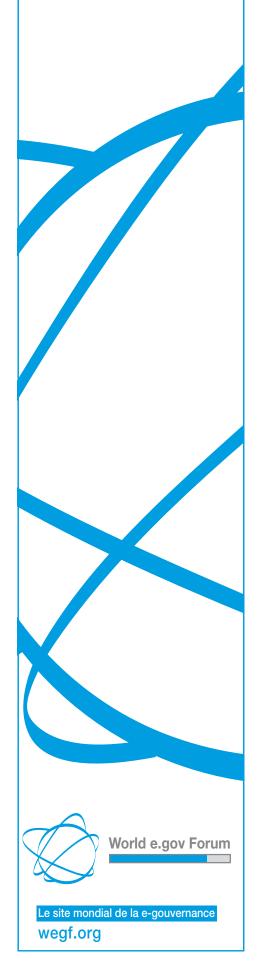
Comment le ministère de la Culture et de la Communication valorise-t-il son patrimoine et ses fonds culturels? En matière d'exploitation numérique, économique ou touristique, comment choisir ses partenaires, son organisation et le montage juridique adéquat?





Danielle BOURLANGE, directrice générale adjointe, Agence du patrimoine immatériel de l'État

Philippe BELAVAL, directeur général des patrimoines, ministère de la Culture et de la Communication





LE CONFÉRENCIER Philippe ROUX, responsable Marketing Solutions,

CONFÉRENCE 3

La tentation du "cloud"

L'informatique "en nuage" sera-t-elle un accélérateur d'innovation, d'économies, d'agilité, de nouveaux services aux citoyens? Quels sont ses avantages, et sur quels points doit-on rester vigilant? Réponses aux questions que vous vous posez en matière de sécurité, de souveraineté, de réversibilité et d'ouverture des données.



Céline FAIVRE,

directrice, e-megalis, syndicat mixte de coopération territoriale Roland SENEOR,

directeur du réseau très haut débit, Plateau de Saclay



LA CONFÉRENCIÈRE Françoise LARPIN, associée, directrice nationale secteur public, KPMG

CONFÉRENCE 4

Contrat de management

Devenue un mode d'administration courante entre autorités de régulation et opérateurs, la contractualisation est-elle en mesure d'améliorer l'efficacité du management ? En prenant exemple dans la sphère de l'État, des opérateurs publics et des collectivités locales, la question – le management, objet et sujet de contrat - sera posée.



Véronique BÉDAGUE-HAMILIUS, secrétaire générale de la ville et du département de Paris Lise BILLARD,

cheffe du service du budget et de la performance, direction générale des finances publiques

DES POUVOIRS

30 pages consacrées aux biographies des

personnalités les plus influentes

de l'administration française



Renseignements et abonnements tél. 01 46 29 29 19 abonnement@acteurspublics.com



DÉBAT

11h30-12h15 Amphithéâtre

Les syndicats de la fonction publique font-ils toujours peur au gouvernement?





Anne BALTAZAR, secrétaire générale de FO Fonctionnaires



Bernadette GROISON, secrétaire générale de la FSU



À trois mois d'élections professionnelles cruciales pour les syndicats de la fonction publique, comment les représentants des fonctionnaires se positionnent-ils par rapport aux changements dans l'administration? Est-ce la même chose de défendre les fonctionnaires et le service public?



6 JUILLET 2011





DÉBAT

14h00-14h45

Pouvoirs locaux, pouvoirs centraux, quelle articulation et quelle efficacité?

Jean-Pierre BALLIGAND,

député PS de l'Aisne



directeur général des collectivités locales





Didier MENUSIER, directeur général secteur public, Logica France



Nicolas KADA, professeur agrégé de droit public, membre du Cerdhap, vice-président du conseil scientifique du Grale (GIS CNRS)

La réforme territoriale des services de l'État et la réforme des collectivités ont rebattu les cartes de la décision publique. Une fois dissipé le brouillard sur les prérogatives des uns et des autres, comment les collectivités et les services de l'État peuvent-ils apprendre à mieux travailler ensemble ?



DÉBAT

14h30-16h00 Sur le Forum des Acteurs publics

La formation des managers publics





Françoise CAMET, directrice de la formation de l'ENA



Jean-Louis POURRIÈRE,

Organisé en partenariat avec

directeur des études de l'EHESP

Communication Publique.

Évaluation, anticipation, optimisation, mutualisation, réorganisation, fusions, réductions, communication... Les élèves de l'ENA, de l'Inet et de l'EHESP ont-ils vocation à devenir des managers comme les autres? Au-delà de la gestion optimale des ressources publiques, quelle doit être la part spécifique à leur formation leur permettant d'incarner et d'assurer un service public de qualité?





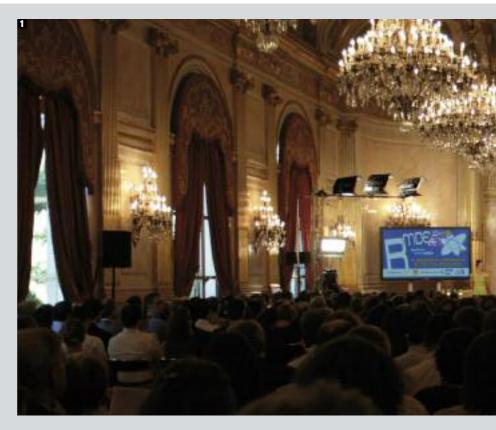
6 JUILLET 2011





La flamme des 36

Mettre en lumière les bonnes pratiques des agents publics et des administrations pour favoriser un service public toujours amélioré. C'est l'objectif des Victoires des acteurs publics, dont les trophées seront remis le 6 juillet à l'Assemblée nationale. Présentation des 36 nominés.



tat, collectivités territoriales, hôpitaux: pour la quatrième année, les Victoires des acteurs publics récompenseront les meilleures initiatives des agents et des administrations dans les trois pans de la fonction publique, investis au quotidien au service des usagers. De la plus petite commune jusqu'aux

administrations les plus puissantes, en passant par des établissements de santé en constante mutation, la rédaction d'Acteurs publics a retenu les projets les plus aboutis dans quatre champs d'action: l'innovation, l'organisation, le service et la simplification. À l'heure des réformes menées

tambour battant, des réorganisations tous azimuts et des réductions d'effectifs qui impactent toutes les sphères de l'intervention publique et amènent à repenser l'action publique, ces bonnes pratiques accompagnent les réformes dans un souci permanent d'efficience et de réactivité, au service des citoyens.

Le trophée, une création originale

Le trophée des Victoires des acteurs publics a été créé par les maîtres fondeurs de la Monnaie de Paris. Cette création originale symbolise la flamme qui habite les fonctionnaires récompensés. D'un poids d'1,8 kg et d'une taille de 25 cm, cette flamme est en laiton avec une finition brossée vernie. L'authenticité et l'origine de ces trophées sont certifiées et garanties par la corne neutre insculpée identifiant la Monnaie de Paris.





nominés



Trente-six dossiers ont été sélectionnés par la rédaction. Des projets innovants s'appuyant, pour la plupart, sur les opportunités offertes par les nouvelles technologies pour accélérer les changements d'organisation, faciliter les missions des fonctionnaires et mieux prendre en compte les attentes des citoyens.

Des initiatives lancées comme par défi, mais bien menées jusqu'à leur terme... Rendez-vous le 6 juillet à l'hôtel de Lassay, la résidence du président de l'Assemblée nationale, pour connaître les 12 heureux lauréats à l'issue d'une cérémonie diffusée sur LCP-Assemblée nationale.





Les prix spéciaux

Le Grand Prix des lecteurs d'*Acteurs publics*

Coup de cœur des lecteurs d'Acteurs acteurs**publics** publics ayant voté en ligne sur

Acteurspublics.com entre le 23 juin et le 5 juillet afin de désigner leur favori parmi les 36 nominés. Le Grand Prix sera remis par Pierre-Marie Vidal, directeur de la rédaction d'Acteurs publics.

Le prix RH-Monster public

Décerné par la société Monster, il sera monster.fr remis par Houria El Moutaki, directrice secteur public, à une initiative en matière de modernisation de la gestion des ressources humaines dans le secteur public.

Les prix de la DGME



Ces prix distinguent dans chacune des trois fonctions publiques l'un des 36 nominés pour sa performance

en matière de modernisation de l'État. Ils seront remis par François-Daniel Migeon, directeur général de la modernisation de l'État (DGME).

Le prix de la performance publique du think tank Sciences-Po-Accenture



Il sera remis par Richard Descoings, directeur de Sciences-Po Paris, à un groupe d'étudiants en master à Sciences-Po pour

la réalisation de travaux d'étude sur la performance publique.

Les Victoires des acteurs publics

sont parrainées par quatre grandes entreprises présentes sur le secteur public.

Les Victoires de l'innovation



sont parrainées par France Télécom-Orange, représentée par son directeur général, Stéphane Richard

Les Victoires de l'organisation



sont parrainées par Logica, représenté par son directeur général du secteur public, Didier Menusier

Les Victoires du service



sont parrainées par PwC,représenté par Jean-Louis Rouvet, associé, responsable "secteur public"

Les Victoires de la simplification

sont parrainées par Oracle, représenté par Loïc Le Guisquet, président Europe





Des administrations de pointe

Une victoire parrainée par orange

Les agents, de toutes administrations confondues, n'ont pas manqué d'imagination pour lancer de nouveaux produits ou applications, en tirant un large profit des potentialités offertes par les nouvelles technologies. Tour d'horizon des pratiques innovantes sélectionnées.

ÉTAT Nominés 2011

Ministère du Budget

Mon.service-public.fr à l'heure du "cloud"

La DGME développe une nouvelle technique d'hébergement basée sur le cloud computing destinée aux démarches électroniques effectuées sur le site Mon.service-public.fr. Cette initiative présente trois avantages: une meilleure garantie de service aux usagers, l'optimisation des coûts et une meilleure disponibilité de la plate-forme, notamment en cas de forte hausse de la fréquentation, comme pour la clôture des inscriptions sur les listes électorales.



Ministère de l'Intérieur

Le passage aux frontières facilité

Afin de faciliter le passage aux frontières, le ministère de l'Intérieur a mis en place un système de contrôle automatisé des passeports dénommé "Parafe"



pour les citoyens majeurs de l'Union européenne et les titulaires d'une carte de séjour. Ce programme

permet d'effectuer les formalités de passage aux frontières de manière simplifiée, fluide et rapide, tout en garantissant une parfaite sécurité. Pour en bénéficier, il suffit de s'inscrire sur une base nationale depuis le site www.parafe.immigration.gouv.fr.

Office national des forêts

Une application "métier" sur mobile



Grâce à une nouvelle application Web, MesApplis, l'ONF offre à tous les acteurs des systèmes d'information, qu'ils soient sédentaires, nomades, en métropole comme dans les départements d'outre-mer, une plate-forme d'accès mutualisé d'applications métiers. Techniquement, la plate-forme fait appel aux solutions de virtualisation, incluant des cartographies, pour mieux répondre aux besoins.

Catégorie innovation

TERRITORIALE Nominés 2011

Conseil général de Côte-d'Or

Toutes les délibérations sur la Toile

Depuis le site du conseil général, les internautes peuvent désormais accéder à toutes les délibérations, débats et vidéos des séances publiques de l'assemblée départementale depuis 2005. Élus et agents territoriaux disposent de fonctionnalités supplémentaires. Cet outil au service de la promotion du débat démocratique sera mis à la disposition des collectivités qui le veulent.



Conseil général des Landes

Archivage en ligne



Obligées de conserver les documents à valeur probante, plus de 500 collectivités

locales adhérentes de l'Agence landaise pour l'informatique bénéficient désormais d'une plateforme départementale d'archivage légal électronique. Baptisée Archiland, elle permet de traiter, conserver et communiquer les archives produites par les collectivités et de garantir une sécurité optimale pour leur conservation.

Nantes Métropole

Les ménages évaluent l'action locale

Afin de remplir son objectif de diviser par deux ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025, Nantes Métropole a décidé d'évaluer ses actions à travers 150 ménages représentatifs. Au rythme de trois à sept réunions durant l'année écoulée pour chacun d'eux, cet "atelier climat" a permis de mesurer les freins et les facteurs favorisant les changements d'habitudes des citoyens et de tester les politiques publiques et les services proposés en matière de déchets, de déplacements ou d'habitat.

HOSPITALIÈRE Nominés 2011

CHU de Nîmes

Un dossier pharmaceutique partagé



Afin de permettre une lisibilité complète des traitements délivrés à un patient, le CHU

de Nîmes a ouvert la consultation du dossier pharmaceutique aux pharmaciens de ville. Accessible grâce à la carte Vitale du patient, il recense les médicaments prescrits ou non, délivrés au cours des quatre derniers mois. Cette vision globale des traitements permet d'éviter les interactions médicamenteuses et les doublons, qui peuvent mener à des conséquences graves pour la santé des patients.

CH de Douai

L'informatique au service des résidents d'Ehpad



Le centre hospitalier de Douai a ouvert un nouvel établissement

d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) qui mutualise tous les outils informatiques disponibles sur un site baptisé Televie. L'objectif de ce projet est d'aller plus loin pour le confort des résidents, de limiter la perte de repères pour le nouveau résident et d'éviter le bouleversement de vie pour les aidants ainsi que le sentiment de culpabilité de la famille.

Santé Service Dax

Une tablette pour les personnels soignants

Les personnels soignants de Santé Service Dax, association spécialisée dans l'hospitalisation à domicile et le service des soins infirmiers à domicile, disposent d'une tablette communicante pour enregistrer, lors de leurs visites auprès des patients, les actes de soin effectués, les constantes nécessaires à leur suivi et les transmissions ciblées. Ces informations sont transmises au personnel de coordination, qui peut prendre les décisions nécessaires à la qualité

de la prise en charge du patient.



Un fonctionnement plus clair Une victoire parrainée par

Clarifier les compétences, afficher les objectifs... Les règles de bonne gouvernance s'affirment dans l'esprit des agents. L'année 2011 confirme le virage pris par les administrations, comme le montrent les nominés de cette catégorie.

ÉTAT Nominés 2011

Ministère de l'Agriculture Des campus intégrés



L'Institut national de recherche agronomique (Inra) s'est rapproché de deux écoles de l'enseignement supérieur agronomique, AgroCampus Ouest et Montpellier SupAgro, afin de constituer des "campus intégrés". Le système d'information de l'Inra, le progiciel People Soft, a ainsi été adopté par AgroCampus Ouest en 2010 et par Montpellier SupAgro en 2011. Cette intégration permet une simplification du fonctionnement quotidien pour les chercheurs et les enseignants-chercheurs.

Caisse nationale militaire de Sécurité sociale

Soins médicaux gratuits pour les anciens combattants

Dans le cadre de la RGGP, la caisse nationale militaire de Sécurité sociale s'est vu confier la gestion de la prise en charge financière par l'État des prestations de soins



médicaux gratuits et d'appareillage pour les anciens combattants. Un service de 85 agents a été mis en place et le système d'information de l'assurance

maladie adapté. Les délais de traitement ont ainsi été réduits à quelques jours, au lieu de quelques semaines jusqu'alors.

Services du **Premier ministre**

Mission "Qualité de service" client



Pour clarifier son offre de services, développer une relation prestataireclient et renforcer le pilotage et le suivi des prestations délivrées, la direction des services administratifs et financiers du Premier ministre a créé la mission "Qualité de service". Cette structure légère et transversale est chargée du pilotage de la relationclient. En relation avec les directions et les services, elle anticipe les demandes, canalise et simplifie l'accès aux prestations et assure le suivi de leur exécution.

Catégorie organisation

TERRITORIALE Nominés 2011

Ville de Paris

Let's "GO" pour le management des travaux

Pour la première fois en France, la mairie de Paris a doté ses directions des travaux d'un outil de management. "GO" est intégré dans le système d'information existant, lié au budget et aux finances,



et permet de piloter la planification et le suivi des opérations de travaux de la ville, du département ainsi que des

budgets annexes (eau, fossoyage, assainissement). Le module, disponible via un portail Web, est utilisé par 1200 personnes, pour plus de 10000 opérations par an.

Conseil général de l'Orne

Des centres de travail à distance



Une dizaine de "télécentres" répartis sur le département de l'Orne accueillent des télétravailleurs, qu'ils soient salariés ou indépendants. Chaque centre est doté d'une salle de visioconférence, de boxes individuels ou d'espaces ouverts, tous équipés de connexions Internet à haut débit.

Ville de Grenoble

Assurer une meilleure gouvernance

Afin d'assurer un meilleur pilotage de ses services, la ville de Grenoble a instauré une charte de gouvernance qui vise à mieux répartir les rôles et responsabilités de ses cadres et à déterminer avec précision les processus d'élaboration des documents de cadrage. Des notes définissent les orientations et les objectifs pour une politique donnée: logement social, aménagement, énergie, etc. Et des lettres de cadrage déclinent les orientations politiques en objectifs pluriannuels.



HOSPITALIÈRE Nominés 201

Assistance publique-Hôpitaux de Paris



Tout sur le droit d'option

Dans le cadre d'une réforme européenne, 23 000 personnels infirmiers étaient invités jusqu'au 31 mars à exercer leur droit d'option. C'est-à-dire soit passer en catégorie A, soit être maintenu en "B". L'AP-HP a donc mis en place un dispositif d'information multicanaux articulé autour du site Web www.savoirpourchoisir.aphp.fr. 33 700 visiteurs uniques l'ont consulté pour plus de 280 000 pages vues et un millier de questions posées.

Centre hospitalier de Mulhouse

Un management rénové des fonctions support

En 2010, le centre hospitalier de Mulhouse s'est engagé avec trois établissements dans une étude sur la performance de la direction



commune qui les lie depuis 2009. Il s'agit de structurer les fonctions support, d'améliorer l'efficacité des

directions fonctionnelles et de favoriser l'émergence d'une véritable identité de direction commune. Une première estimation des gains s'élève entre 1,4 et 2,1 millions d'euros.

Centre hospitalier de Dieppe

Un référentiel "temps médical"



Le centre hospitalier de Dieppe a décidé de la création

référentiel pour organiser le temps de travail au niveau d'un hôpital. La recherche de l'effectif adéquat devient une nécessité pour optimiser une ressource rare - le temps médical - et un coût qui a fortement progressé, dans le cadre d'une inéluctable convergence public-privé.

les **victoires** des acteurs**publics**

Au plus près des usagers Une victoire parrainée par pwc





Malgré des moyens et des effectifs en baisse, les agents ont toujours à cœur de rendre un service de qualité au plus près des attentes des usagers. Les téléprocédures permettent de développer de nouveaux usages et services.

ÉTAT Nominés 2011

Ministère du Budget

Faciliter la détaxe pour les ressortissants hors UE



La direction générale des douanes a mis en place un programme d'apurement des bordereaux de vente en détaxe, par lecture optique de codes-barres, baptisé Pablo. Destiné aux ressortissants tiers à l'Union européenne, il permet d'éviter les files d'attente aux guichets de détaxe. Des bornes capables de lire les codes-barres figurant sur les bordereaux émis par les commerçants affiliés à deux grands opérateurs de détaxe ont été installées dans les principaux aéroports français.

Ministère de la Culture

Versailles en visioconférence

Afin de faciliter l'accès de publics éloignés à la culture, les ateliers "Versailles en direct" permettent aux élèves de 170 classes de visiter le château à distance. Un conférencier, connecté à une plate-forme collaborative, conduit une visite sur un thème choisi en amont : "Journée du roi", "Jardins de Versailles", etc. Il agrémente son discours de contenus multimédias (photos, vidéos, etc.). À la fin de la visite, élèves et conférencier échangent via leur Webcam.



Ministère de la Justice

Téléprotection pour les femmes en très grand danger

Les femmes victimes de violences, dans des situations de "très grand



danger", peuvent désormais bénéficier d'un dispositif téléphonique d'alerte mis en place par le tribunal

de grande instance de Strasbourg. Les attributions de ce dispositif, qui permet d'accéder aux services de police et de gendarmerie par un circuit court et rapide, sont décidées par un comité de pilotage mensuel. Dix téléphones équipés d'un système de téléassistance sont à la disposition du procureur de Strasbourg.

Catégorie Service

TERRITORIALE Nominés 2011

Orléans-Val de Loire

Le smartphone de "l'AgglO"



Pour informer ses habitants en temps réel, la communauté d'agglomération Orléans-Val de Loire

a développé une application pour smartphones gratuite disposant d'un système d'alerte. Toutes sortes d'informations pratiques, mises à jour quotidiennement, y sont disponibles: chantiers en cours, cohésion sociale, réseau bus-tramway, déchets, offres d'emploi, assainissement, etc. Les abonnés au service Vélo' peuvent également géolocaliser les stations les plus proches.

Syndicat mixte des transports collectifs de l'Oise

Une centrale unique de transport

Mis en place par le Syndicat mixte des transports collectifs de l'Oise, le système intégré de services à la mobilité dans l'Oise (Sismo) vise à développer l'usage de transports collectifs ou alternatifs à la voiture.

L'usager dispose d'une centrale unique d'information et de réservation: tarifs, points

d'arrêt, correspondance, etc. Il peut commander son itinéraire. Plusieurs modes de transport lui sont proposés: train, bus, covoiturage...

Association des régions de France

Une 27° région pour transformer les 26 autres

La "27^e région" est la première agence d'innovation publique des régions. Jusqu'en janvier 2014, 5 d'entre elles vont accueillir une équipe pluridisciplinaire - designer de services, sociologue, entrepreneur social, chercheur, blogueur, etc. - chargée d'appliquer ses méthodes à de nouvelles politiques régionales. À terme, l'objectif est de doter

chaque région de son propre laboratoire d'innovation, capable de former les agents.



HOSPITALIÈRE Nominés 2011

CHU de Grenoble Le portail E-patient

Grâce au projet E-patient, les patients du CHU ont désormais la possibilité de prendre un rendezvous en ligne et d'être alertés par mails et SMS. Une révolution technico-administrative qui résout une fois pour toutes ce point faible de l'organisation hospitalière. Les patients accèdent aux disponibilités des agendas des médecins des unités de soins pour lesquels

ils sont autorisés. Ils peuvent prendre des rendezvous sans intermédiaire, qui sont ensuite confirmés par le secrétariat de l'unité de soins et validés par le bureau des entrées.

Centre hospitalier d'Annecy

Une équipe mobile en gériatrie

Afin d'améliorer la prise en charge des résidents d'établissements d'hébergement pour personnes âgées



dépendantes, l'hôpital d'Annecy a mis sur pied une équipe mobile, composée d'un gériatre, d'une infirmière, d'un

ergothérapeute et d'un psychologue. Elle permet d'éviter les hospitalisations d'urgence et contribue à la continuité des soins, mais aussi à la cohérence des pratiques.

CHU de Limoges

Une équipe à domicile pour les AVC

Le service de médecine physique et de réadaptation du CHU de Limoges a mis en place



Hémipass, une équipe mobile qui se déplace dans tout le département au domicile des patients ayant des séquelles d'accident vasculaire cérébral (AVC). Un médecin, un soignant coordinateur, un ergothérapeute et un neuropsychologue offrent ainsi des conseils pour améliorer le retour et le maintien à domicile des patients: aménagement du domicile, prévention des récidives ou des complications, etc.



Des services publics 'agiles" Une victoire parrainée par ORACLE

À destination des usagers ou des fonctionnaires, l'administration simplifie ses démarches et revoit ses procédures, avec pour objectif de rendre le travail de ses agents plus facile. Neuf exemples de ces initiatives "gagnant-gagnant".

ÉTAT Nominés 2011

Union des groupements d'achats publics

Un progiciel au service des acheteurs

Consciente du lien étroit entre simplification et performance économique, l'Union des groupements d'achats publics (Ugap) s'est équipée d'un progiciel permettant de collecter et de valider des pièces administratives, en tenant compte des évolutions réglementaires. Cette solution simple permet aux fournisseurs de s'acquitter gratuitement des obligations de fourniture d'attestations sociales et fiscales.



Ministère de l'Agriculture

Un journal de bord électronique pour les pêcheurs



La direction générale des pêches et de l'aquaculture a créé un journal de bord électronique destiné aux bateaux de pêche. Grâce à ce dispositif, les capitaines de navire peuvent indiquer les captures de poisson effectuées, leur localisation et les moyens déployés pour effectuer l'opération de pêche, sans avoir recours aux saisies papier. Les journaux de bord sont envoyés aux délégations à la mer et au littoral, puis transférés à FranceAgriMer, qui effectue la saisie dans une base de données dénommée Sacapt.

Ministère du Budget

Le cadastre en ligne



Véritable état civil de la propriété, le site Cadastre.gouv.fr offre à l'usager, depuis son ordinateur personnel, la possibilité de rechercher des feuilles de plan, de les consulter et d'en éditer des extraits pour l'ensemble du territoire. Pour les utilisateurs professionnels, mais aussi pour les particuliers, le site permet d'accéder avec simplicité aux documents nécessaires. Il offre également la possibilité de commander et de payer en ligne des fichiers numériques du plan, mis à disposition en téléchargement ou adressés sur support informatique par la poste.

Catégorie simplification

TERRITORIALE Nominés 2011

Département de la Manche

Pour une impression durable

Réduire l'empreinte écologique, améliorer le service et maîtriser les coûts. Tels sont les objectifs qui ont conduit le conseil général de la Manche à entrer dans la logique de l'impression intelligente. Cette mission repose sur le principe



d'une infogérance totale du parc. Ont notamment été mis en place un outil de gestion des flux,

le système "Follow me", permettant de libérer les impressions, ou encore un outil de soumission des travaux d'impression vers le centre de reprographie.

Ville de Toulouse

La "zapette" propreté



La mairie de Toulouse a mis à la disposition de plus de 300 de ses agents de terrain un PDA (assistant numérique portable) permettant de communiquer en temps réel salissures et dégradations constatées sur la voie publique. L'intervention est ainsi plus rapide. Grâce à cet outil surnommé la "Zapette", chaque dégradation est géolocalisée et peut être accompagnée d'une photo et/ou d'un mémo vocal.

Ville du Blanc-Mesnil

Développer la "culture" du numérique

30 projets à déployer en trois ans dans les services de la commune et sur l'ensemble de son territoire. C'est l'objectif que s'est fixé la ville du Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, afin de développer l'appropriation des usages du numérique et de simplifier la vie des habitants. Dématérialisation des services,

développement du wi-fi, promotion de l'e-service, labellisation "Ville Internet", et archivage numérique sont quelquesunes des actions programmées par la commune.



HOSPITALIÈRE Nominés 201

Hôpital Trousseau (AP-HP)

Centraliser la prise de rendez-vous



La prise de rendez-vous pour une consultation de médecine ou de chirurgie à l'hôpital Trousseau n'est plus un parcours du combattant. L'AP-HP y a en effet installé un centre d'appels unique pour un accès rapide et facile aux consultations, coordonné par 5 personnes formées à l'accueil téléphonique et aux spécificités médicales.

CHU de Nancy

Un réseau réservé aux généralistes

Depuis plusieurs mois, les médecins de ville bénéficient d'un accès téléphonique privilégié auprès des praticiens et spécialistes du CHU de Nancy. Une permanence y est assurée grâce à un téléphone portable et à un numéro "partenaires" afin que les médecins de ville puissent demander conseil, déterminer l'urgence d'un examen ou vérifier un diagnostic rapidement. Plus de 1700 généralistes de Meurthe-et-Moselle sont concernés par cette

opération.

Midi Picardie informatique hospitalière

Le premier éditeur pour les facturations

Midi Picardie informatique hospitalière (MiPih), structure publique de coopération



inter-hospitalière, est le premier éditeur certifié "Facturation individuelle des établissements de santé" (Fides). MiPih contribue ainsi à la maîtrise médicalisée des dépenses de santé, en permettant aux établissements de fluidifier et d'optimiser leur processus de facturation.



INFORMATIONS

Contact: Catherine Pennec cpennec@acteurspublics.com 01 46 29 29 12

INSCRIPTION

sur rencontres.acteurspublics.com



Maison de la Chimie - 28 bis rue Saint-Dominique 75007 Paris - www.maisondelachimie.com

RFR

InvalidesLigne C

BUS

Lignes 63, 69, 83, 93 et 94

Métro

Assemblée Nationale et Solférino: ligne 12

Invalides

Lignes 8 et 13

Parkings

Parking Invalides:

35 rue Fabert, Paris 7^e

Parking Piscine Deligny:

25 Quai Anatole-France, Paris 7^e

En partenariat avec







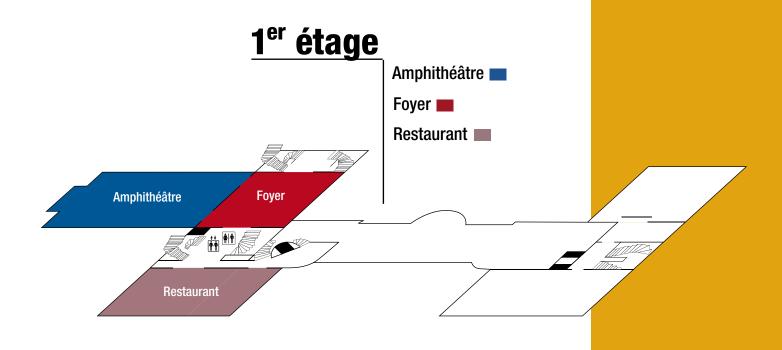






INFORMATIONS

PLAN DU SITE



Rez-de-chaussée

